



<div data-bbox="391 324 898 470"> <p>Envoyé en préfecture le 15/02/2023 Reçu en préfecture le 15/02/2023 Affiché le ID : 083-218300317-20230215-D_2023_FIN_02-AR</p> </div> <div data-bbox="418 481 582 604">  </div>	<div data-bbox="1013 123 1337 257"> <p>RÉPUBLIQUE FRANÇAISE LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ DEPARTEMENT DU VAR ARRONDISSEMENT DE BRIGNOLES</p> </div> <div data-bbox="1109 246 1236 425">  </div> <div data-bbox="1101 425 1252 481"> <p>LE CAGNET DES MAURES</p> </div> <div data-bbox="965 515 1340 571"> <p>Décision JLL/MA/EG/FIN 2023-02</p> </div> <div data-bbox="965 604 1189 660"> <p>Nomenclature 3.3.2</p> </div>
---	--

DECISION DU MAIRE

LE MAIRE,

VU l'article L 2112-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la délibération du conseil municipal en date du 27 mai 2021 portant délégation du conseil municipal à Monsieur le Maire.

CONSIDERANT que la commune possède un logement situé Parc Pellegrin – Aile A attenant à la mairie, 83340 Le Cagnet des Maures ; que ce logement est au 1er étage et comprend une pièce à vivre coin cuisine et une salle de bain et WC, d'une superficie totale de 20 m² ;

CONSIDERANT que ce logement est libre d'occupation et que la commune est soucieuse d'accompagner au mieux les jeunes actifs dans leurs démarches.

DECIDE

- ✓ **DE CONCLURE** un contrat de location avec M. [REDACTED] né le [REDACTED] pour 6 ans à compter du 14 février 2023 pour un loyer mensuel de 250 € (révision annuelle selon l'indice de référence des loyers).

Le Cagnet des Maures, le 15 février 2023

Le Maire,
Jean-Luc LONGOUR



Délais et voies de recours: La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Toulon 5, rue Racine, 83000 Toulon, via l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr, ou d'un recours gracieux auprès de la commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.